

# CREDIT AGRICOLE ALPES PROVENCE

**Société coopérative à capital et personnel variables**  
**Siège social : 25 chemin des trois Cyprès – 13097 AIX EN PROVENCE cedex 02**  
**Siret 381 976 448 00013 - APE 651 D**

**Note d'information émise pour faire suite à la décision du conseil d'administration du 26 avril 2005 de procéder au lancement effectif du programme de rachat de ses propres certificats coopératifs d'investissement approuvé par l'assemblée générale ordinaire des sociétaires du 22 mars 2005**

La présente note d'information a pour objet de décrire les objectifs et les modalités du programme de rachat des certificats coopératifs d'investissement qui est mis en œuvre par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Alpes Provence ainsi que ses incidences estimées sur la situation des porteurs de certificats coopératifs d'investissement.

## **Synthèse des principales caractéristiques du programme**

**Titres concernés :** Certificats coopératifs d'investissement (CCI) cotés sur l'Eurolist d'Euronext Paris (code ISIN FR0000044323)

**Pourcentage de rachat maximum de capital autorisé par l'assemblée générale :** 4% du nombre de CCI composant le capital, soit 31 139 CCI

**Prix d'achat unitaire maximum autorisé :** les achats s'effectueront au prix unitaire maximum de 150 € (hors frais)

**Objectif:** assurer la liquidité des CCI et la régularisation des cours par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de l'AFEI

**Durée du programme :** 18 mois à compter de l'assemblée générale, soit jusqu'au 22/09/2006

**I - OBJECTIFS DU PROGRAMME DE RACHAT DES CERTIFICATS COOPERATIFS D'INVESTISSEMENT ET UTILISATION DES CERTIFICATS COOPERATIFS D'INVESTISSEMENT RACHETES -**

Il est précisé que la Caisse Régionale a déjà mis en œuvre un programme de rachat de ses propres certificats coopératifs d'investissement, suivant autorisation de l'assemblée générale ordinaire des sociétaires du 30 mars 2004. Ce programme précédent, qui avait pour objectifs la régularisation de cours et les interventions en fonction des situations de marché, envisageait un montant maximal de rachats de 4 670 850€, avec un prix maximum d'achat de 150€ par titre (hors frais).

Il est rappelé par ailleurs que la Caisse Régionale dispose à ce jour d'un contrat de liquidité avec Crédit Agricole S.A. et l'entreprise d'investissement Crédit Agricole Cheuvreux, conforme à la charte de l'AFEI approuvée par la COB en avril 2001.

**Déclaration par l'émetteur des opérations réalisées sur ses propres titres  
du 30 mars 2004 au 25 avril 2005**

Pourcentage de capital auto détenu de manière directe et indirecte au 25 avril 2005 : 0,22 % du nombre de CCI et 0,02 % du nombre de titres composant le capital

Nombre d'actions annulées au cours des 24 derniers mois : 0

Nombre de titres détenus en portefeuille au 30 mars 2004 : 2 053 CCI (tous détenus au travers du contrat de liquidité)

Nombre de titres détenus en portefeuille au 25 avril 2005 : 1 715 CCI (tous détenus au travers du contrat de liquidité)

Valeur comptable du portefeuille au 25 avril 2005 : 26 154 € (représentant la quote-part de la Caisse Régionale dans le contrat de liquidité)

Valeur de marché du portefeuille au 25 avril 2005 : 181 962 € (représentant la quote-part de la Caisse Régionale dans le contrat de liquidité)

	Flux bruts cumulés		Ventilation par objectifs			
	Achats	Ventes	Régularisation de cours		Interventions en fonction des situations du marché	
			Achats	Ventes	Achats	Ventes
<b>Nombre de titres</b>	1 264	1 602	1 264	1 602		
<i>Dont contrat de liquidité</i>	<i>1 264</i>	<i>1 602</i>	<i>1 264</i>	<i>1 602</i>		
<b>Cours moyen de la transaction</b>	102,81€	103,89€	102,81€	103,89€		
<b>Montants (en €)</b>	129 952€	166 432€	129 952€	166 432€		

## **Affectation des CCI acquis avant le 13 octobre 2004**

La Caisse Régionale ne détenait pas de certificats coopératifs d'investissement du Crédit Agricole Alpes Provence en direct au 13 octobre 2004.

Conformément à la réglementation en vigueur, le conseil d'administration de la Caisse Régionale a obtenu de l'assemblée générale ordinaire des sociétaires du 22 mars 2005 l'autorisation de racheter des certificats coopératifs d'investissement émis par la Caisse Régionale. Agissant dans le cadre de cette autorisation, le conseil d'administration du 26 avril 2005 a décidé de procéder au lancement effectif d'un programme ayant pour objectif unique d'assurer la liquidité des certificats coopératifs d'investissement et la régularisation des cours par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI.

## **II - CADRE JURIDIQUE -**

La mise en œuvre de ce programme, qui s'inscrit dans le cadre législatif créé par la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, a été autorisée par l'assemblée générale ordinaire de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Alpes Provence du 22 mars 2005 au travers de la dixième résolution reproduite ci-dessous :

« L'assemblée générale ordinaire autorise le conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article L 225-209 du code de commerce, à faire acheter par la Caisse Régionale ses propres certificats coopératifs d'investissement dans la limite de 4% du nombre de certificats coopératifs d'investissement compris dans le capital social, soit 31 139 CCI, en vue d'assurer la liquidité de ces titres et la régularisation des cours par un prestataire de services d'investissement, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI.

Le prix maximum d'achat des CCI est de 150 € par titre (hors frais).

Le montant maximum des fonds destinés à la réalisation de ce programme de rachat de certificats coopératifs d'investissement sera de 4 670 850 €.

La présente autorisation, qui annule et remplace la précédente, est accordée pour une durée qui ne pourra excéder 18 mois à compter de la présente assemblée, soit jusqu'au 22 septembre 2006. »

Le conseil d'administration de la Caisse Régionale, dans sa séance du 26 avril 2005, a décidé de procéder au lancement effectif du programme de rachat de certificats coopératifs d'investissement approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 22 mars 2005, en ces termes :

« Il est rappelé que l'assemblée générale ordinaire du 22 mars 2005 a autorisé le conseil d'administration à acquérir des certificats coopératifs d'investissement de la Caisse Régionale, pour une durée de 18 mois à compter du jour de l'assemblée, soit jusqu'au 22 septembre 2006.

Le nombre maximum de certificats coopératifs d'investissement susceptible d'être achetés et détenus dans le cadre de ce programme est de 31 139, soit 4% de l'ensemble des certificats coopératifs d'investissement composant le capital social actuel de la Caisse Régionale.

Les certificats coopératifs d'investissement pourront être achetés au prix maximum de 150 €. Les opérations d'achat et de vente pourront se réaliser par intervention sur le marché ou de gré à gré, y compris sous la forme de négociation de blocs de titres dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le conseil d'administration prend acte que la réglementation boursière applicable à la Caisse Régionale et au rachat de ses certificats coopératifs d'investissement cotés sur l'Eurolist d'Euronext Paris exige l'établissement d'une note d'information à destination du public. Il donne pouvoir à son président de prendre la responsabilité de ce document, et notamment de procéder à toutes formalités et signatures nécessaires.

Le conseil d'administration prend acte que, depuis l'entrée en vigueur du règlement de la Commission Européenne du 22/12/2003, les opérations visant à assurer la liquidité ou à régulariser le cours du CCI ne sont légitimes que si leur exécution est déléguée à un prestataire de services d'investissement agissant de façon indépendante de l'émetteur. Sur la base de l'autorisation de l'assemblée, le conseil décide que la finalité unique du programme de rachat de certificats coopératifs d'investissement sera d'assurer la liquidité de ces titres et la régularisation des cours par Crédit Agricole Cheuvreux dans le cadre du contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI ».

### **III - MODALITES -**

#### 1- Part maximale du capital à acquérir par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Alpes Provence

La Caisse Régionale serait autorisée à acquérir et à détenir un maximum de 4 % de l'ensemble des certificats coopératifs d'investissement composant son capital, soit 31 139 certificats coopératifs d'investissement. Ce pourcentage a été retenu après considération du volume total de titres échangés en 2003 et en 2004.

En tenant compte des 1 715 certificats coopératifs d'investissement actuellement détenus directement par la Caisse Régionale ainsi qu'au travers du contrat de liquidité dont elle dispose, la Caisse Régionale ne pourra acquérir que 29 424 CCI. L'acquisition de ces titres représenterait ainsi un montant maximal théorique de 4 413 600 € sur la base d'un prix maximal fixé par l'assemblée (soit 150 € par CCI).

#### 2 - Modalités de rachat

Les certificats coopératifs d'investissement pourront être rachetés et revendus dans le respect des règles applicables au contrat de liquidité en vertu de la charte de déontologie de l'AFEI.

#### 3- Durée et calendrier du programme de rachat

L'autorisation est valable pour une durée de 18 mois à compter du jour de l'Assemblée Générale ordinaire du 22 mars 2005, soit jusqu'au 22 septembre 2006.

#### 4 - Caractéristiques des titres concernés -

Nature des titres rachetés : certificats coopératifs d'investissement cotés sur l'Eurolist d'Euronext Paris  
Libellé : CCI du Crédit Agricole Alpes Provence  
Code ISIN : FR0000044323

#### 5 - Financement du programme de rachat

L'intention de la Caisse Régionale est d'assurer le financement des rachats de certificats coopératifs d'investissement sur ses ressources propres. Les réserves sont supérieures au montant maximum théorique du programme de rachat et s'élèvent au 31 décembre 2004 à 727,2 millions d'€, dont 354,2 millions d'€ de réserves disponibles. A titre d'information, la trésorerie nette s'élève à cette date à 306,0 millions d'€, les capitaux propres à 854,1 millions d'€.

#### **IV - REGIME FISCAL DES RACHATS -**

##### 1 - Pour le cessionnaire -

Le rachat par la Caisse Régionale de ses propres certificats coopératifs d'investissements sans annulation ultérieure et leur revente dans un but de régularisation des cours aurait une incidence sur son résultat imposable, dans la mesure où les titres seraient ensuite cédés à un prix différent du prix de rachat.

##### 2- Pour le cédant -

Le régime fiscal des plus values s'applique à l'ensemble des opérations de rachat de titres, quel que soit l'objectif en vue duquel la procédure est mise en œuvre à l'exception toutefois du rachat des titres en vue de leur annulation réalisé dans le cadre d'une offre publique de rachat (OPRA), qui n'est pas envisagée en l'espèce.

Sous réserve de cette exception, les gains réalisés par des personnes morales sont soumis au régime des plus-values professionnelles (art. 39 duodecimes du CGI).

Lorsque les gains sont réalisés par une personne physique, ils sont en pratique soumis au régime prévu aux articles 150-OA et suivants du Code Général des Impôts. Selon ce régime, les plus-values ne sont imposables au taux de 16 % (26,3 % avec les prélèvements sociaux, et 27% à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005) que si le montant global annuel des cessions réalisées par le titulaire de certificats coopératifs d'investissement dont les titres sont rachetés excède 15 000 €.

#### **V - ELEMENTS PERMETTANT D'APPRECIER L'INCIDENCE DU PROGRAMME DE RACHAT SUR LA SITUATION FINANCIERE DE LA CAISSE REGIONALE-**

Le programme de rachat des certificats coopératifs d'investissement ne devrait pas avoir d'incidence significative sur la situation financière de la Caisse Régionale, ni sur son résultat net par titre, à l'exception des résultats éventuellement réalisés lors de la revente des certificats coopératifs d'investissement sur le marché. Les titres rachetés sont comptabilisés en titres de transactions pour les opérations réalisées au titre de la régularisation de cours.

#### **VI - INTENTION DE LA PERSONNE CONTROLANT, SEULE OU DE CONCERT, L'EMETTEUR -**

Aucune personne ne contrôle, seule ou de concert, le capital de la Caisse Régionale.

En décembre 2001, Crédit Agricole S.A. a pris une participation de 25 % dans le capital social de la Caisse Régionale, dans le cadre des opérations préliminaires à la cotation de Crédit Agricole S.A.

Crédit Agricole S.A. n'a pas indiqué son intention de céder des titres dans le cadre du présent programme de rachat.

## VII - CAPITAL SOCIAL DE LA CAISSE REGIONALE -

Au 25 avril 2005 , le capital social était de 114 304 972 €, réparti comme suit :

Répartition du capital	Capital nominal	Nombre	%
Certificats coopératifs d'investissement	11 871 743,75	778 475	10,39
Dont part du public	11 845 590	776 760	99,78
Dont part Crédit Agricole S.A.	0	0	0
Dont part auto-détenue	26 153,75	1 715	0,22
Certificats coopératifs d'associés (CCA)	28 576 243,00	1 873 852	25,00
Dont part du public	0	0	0
Dont part Crédit Agricole S.A.	28 576 243,00	1 873 852	100
Parts sociales	73 856 985,25	4 843 081	64,61
Dont caisses locales	73 856 649,75	4 843 059	100
Dont collectivités publiques	0	0	0
Dont administrateurs de la Caisse Régionale	320,25	21	0
Dont Crédit Agricole S.A.	15,25	1	0
<b>TOTAL</b>	<b>114 304 972</b>	<b>7 495 408</b>	<b>100</b>

Au 25 avril 2005 , les 4 843 081 parts sociales étaient détenues par 70 Caisses Locales et 22 autres sociétaires. Le pourcentage de la plus grosse Caisse Locale, à savoir la Caisse Locale des Bouches du Rhône s'établit à 6,44%.

Les certificats coopératifs d'investissement sont détenus par environ 14 000 porteurs.

## VIII - EVENEMENTS RECENTS -

Comptes annuels au 31/12/2004

La publication des comptes annuels au 31 décembre 2004, certifiés par les commissaires aux comptes le 4 mars 2005 et approuvé par l'Assemblée Générale ordinaire du 4 mars 2005, a eu lieu au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 7 mars 2005.

## IX - PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DE LA NOTE D'INFORMATION -

A notre connaissance, les données de la présente note d'information sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le programme de rachat de certificats coopératifs d'investissement de la Caisse Régionale ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée .

Le Président du Conseil d'Administration

Marc Pouzet